

Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

La parité dans les sociétés d'État : nous sommes prêtes et nous y serons

Montréal le 20 novembre 2006 – Sous l'égide du comité Femmes de la Conférence régionale des élus de Montréal, plus de 80 personnes provenant de tous les secteurs d'activités montréalais ont participé aujourd'hui à une rencontre d'information et d'échanges visant à sensibiliser et à susciter la participation des Montréalaises aux conseils d'administration des différentes sociétés d'État.

Cette rencontre qui avait pour thème, « La parité dans les sociétés d'État : nous sommes prêtes et nous y serons », s'inscrivait dans la foulée de l'annonce, par le ministre des Finances du Québec, M. Michel Audet, de l'énoncé de politique *Moderniser la gouvernance des sociétés d'État*, qui vise notamment à atteindre la parité femmes et hommes au sein des conseils d'administration des sociétés d'État, d'ici cinq ans. L'événement suit de quelques jours à peine le dépôt du projet de loi no 53 *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État et modifiant diverses dispositions législatives* à l'Assemblée nationale.

Monsieur Michel Audet, ministre des Finances du Québec et responsable du projet de loi, est venu le présenter en insistant particulièrement sur la mesure visant à ce que les conseils d'administration des sociétés d'État soient constitués à parts égales de femmes et d'hommes. Il reconnaît ainsi que la modernisation des grandes sociétés d'État doit aussi compter sur l'expertise de femmes qui ont les compétences requises pour occuper de tels postes. Sa présentation a donné lieu à plusieurs interventions provenant de la salle.

Madame Hélène Meagher, présidente du comité Femmes de la Conférence régionale des élus de Montréal a déclaré que l'initiative du gouvernement était reçue positivement par les membres de son comité. Elle a profité de l'occasion pour assurer le ministre, de l'entière collaboration du comité Femmes dans la poursuite de cet objectif de parité d'ici cinq ans. « Ce dossier de la parité nous l'avons à cœur et nous entendons bien rester vigilantes et continuer d'être actives au-delà de la présente rencontre », a-t-elle ajouté.

Actuellement, les femmes comptent pour moins de 30 % de la composition des conseils d'administration des sociétés d'État. Compte tenu de l'ampleur de l'écart entre la représentation des femmes et des hommes, le projet de loi ne pourra à

lui seul corriger la situation, pense madame Honey Drescher, présidente de Culture, Diversité, Communication, qui était panéliste invitée à l'événement. Les sociétés d'État doivent être plus proactives dans leurs recherches de femmes et de membres de minorités culturelles pour leur conseil d'administration.

Plusieurs participantes ont abondé dans le même sens et ont insisté sur le fait que les Montréalaises doivent profiter de ce projet de loi pour se mobiliser sur ce dossier afin d'être mieux représentées dans ces lieux de décision.

Rappelons que le comité Femmes de la Conférence régionale des élus de Montréal a pour mandats de favoriser l'intégration et la prise en compte, par les instances locales et régionales, des intérêts des femmes du territoire montréalais et de favoriser la présence paritaire aux instances décisionnelles locales et régionales.

La Conférence régionale des élus de Montréal regroupe les leaders politiques et socioéconomiques de l'île de Montréal. Elle a pour mandat de favoriser le développement de son territoire par le biais de la concertation et d'agir comme interlocuteur du gouvernement en matière de développement régional.

- 30 -

Source : comité Femmes de la Conférence régionale des élus de Montréal

Pour information : Yvan Thériault
514 842-2400